

40 ans de solidarité avec l'Amérique latine

Comité pour les droits humains en Amérique latine

Number 786, September–October 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/83173ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Comité pour les droits humains en Amérique latine (2016). 40 ans de solidarité avec l'Amérique latine. *Relations*, (786), 7–8.

Des travailleurs des sables bitumineux virent au vert

Un groupe de travailleurs albertains des sables bitumineux se mobilise pour encourager le secteur énergétique canadien à se tourner davantage vers les énergies renouvelables. L'initiative, baptisée *Iron & Earth*, vise à sortir de l'opposition entre enjeux environnementaux et protection des emplois, trop souvent mise de l'avant pour justifier le statu quo et la suprématie des industries pétrolière et gazière dans ce secteur. Ses instigateurs souhaitent créer des ponts entre l'industrie des énergies fossiles et celle des énergies vertes, notamment en aidant les travailleurs des sables bitumineux dans leur transition vers des métiers liés aux énergies renouvelables. Ce plaidoyer pour les énergies vertes témoigne d'une prise de conscience et de l'évolution des mentalités au cœur même de l'industrie pétrolière. Sans renoncer aux sables bitumineux, les travailleurs à l'origine d'*Iron & Earth* estiment néanmoins que le Canada doit gérer plus durablement ses ressources en énergies fossiles et mettre l'accent sur les énergies



vertes. Le projet a été lancé au printemps 2015, alors que la chute des prix du pétrole ralentissait l'activité en Alberta. Il rappelle la nécessité de diversifier le secteur énergétique canadien pour des raisons environnementales évidentes, mais aussi pour des raisons économiques et sociales.

la politique l'objectif d'« accroître la production de gaz naturel renouvelable (sic) » (p. 54), comme si cela existait! On propose aussi la création d'un réseau de stations-service multicarburants où essence, biocarburants, gaz naturel, propane, électricité et hydrogène se côtoieraient.

Le gouvernement affiche donc un parti pris clairement favorable à « une exploitation limitée et encadrée des hydrocarbures, compatible avec ses objectifs de réduction de GES et avec le maintien de notre industrie pétrochimique » (p. 60). À la page 59, on évoque même le bien-fondé des pipelines, disant favoriser les modes de transport des hydrocarbures les plus sécuritaires sur les plans technique et environnemental avec une gestion optimale des risques.

À bien des égards, cette politique énergétique est troublante. En plus de contredire le rapport Lanoue-Mousseau sur le développement hydroélectrique, elle encourage la multiplication des infrastructures de production, de traitement et de transport de combustibles fossiles dont la vie utile prévue dépasserait de loin 2050, compromettant de fait la cible que le Québec s'est fixée pour cet horizon: réduire ses émissions de GES de 80% à 95% par rapport au niveau de 1990. ☺

1. Voir François L'Italien, « Maîtriser notre énergie, l'enjeu du XXI^e siècle », *Relations*, n° 776, février 2015.

2. Voir Roger Lanoue et Normand Mousseau, *Maîtriser notre avenir énergétique pour le bénéfice économique, environnemental et social de tous*, 2014, p. 182-183.

40 ANS DE SOLIDARITÉ AVEC L'AMÉRIQUE LATINE

À l'occasion de son 40^e anniversaire, le Comité pour les droits humains en Amérique latine dresse un bilan de son histoire d'engagement.

Comité pour les droits humains en Amérique latine

Texte collectif des membres du Comité pour les droits humains en Amérique latine

À l'aube de ses 40 ans et au moment où de nombreuses organisations de solidarité internationale célèbrent des anniversaires significatifs – dont l'AQOCI (40 ans) et Développement et Paix (50 ans) –, le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) entreprend un travail de mémoire en organisant des rencontres entre de nombreuses personnes-clés québécoises et latino-américaines ayant participé aux mobilisations sociales à diverses époques. Ces rencontres ont pour but de se réapproprier la mémoire collective des 40 dernières années de lutte, qui furent marquées par de nombreuses vagues de violations des droits humains et par le développement de liens de solidarité et

de réciprocité entre les populations du Québec et de l'Amérique latine.

Au Québec, les années 1960-1970 ont signifié une plus grande ouverture sur le reste du monde et annoncé un changement par rapport aux 20 années précédentes, caractérisées par une solidarité internationale surtout menée par l'Église catholique. Cette période correspond aussi à la fin de la « Grande noirceur » du gouvernement Duplessis et à l'avènement de la Révolution tranquille. Plus globalement, la tenue du concile Vatican II, le rayonnement des méthodes d'éducation populaire de Paulo Freire et de la théologie de la libération, en plus de la Révolution cubaine, ont suscité une plus grande militance au sein des mouvements catholiques et ouvriers et mené à la fondation de nombreuses organisations vouées à la justice sociale et à la coopération internationale. C'est dans ce contexte que fut fondé le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine¹ (CCDHAL), en 1976, par quatre pasteurs et prêtres d'églises chrétiennes de Montréal, bouleversés par le coup d'État survenu cette année-là en Argentine et par celui du Chili en 1973. Le CCDHAL, à l'instar de nombreux comités de solidarité qui virent le jour au Québec, se donna comme mission de dénoncer les violations des droits humains sous les dictatures du cône Sud.

Vers la fin des années 1970 et le début des années 1980, lors des conflits armés en Amérique centrale, le Québec se mobilisa contre l'intervention des États-Unis au

Salvador. Ce pays avait sombré dans une guerre civile entre la dictature et la guérilla, influencée par le contexte de la Guerre froide et par la victoire de la Révolution sandiniste au Nicaragua. Afin de dénoncer les horreurs commises contre le peuple salvadorien, de nombreuses organisations québécoises, dont le CCDHAL, fondèrent alors la Coalition Romero, dont le nom était inspiré de l'Archevêque de San Salvador, M^{gr} Oscar Romero, assassiné le 24 mars 1980. La solidarité des organisations québécoises se poursuit tout au long des conflits et au-delà, donnant nais-

Prix Idola-Saint-Jean

Le 27 mai dernier, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) a remis le prix Idola-Saint-Jean à Lorraine Guay, à titre de militante, et à Relais-femmes, à titre de groupe féministe, lors d'une soirée spéciale soulignant le 50^e anniversaire de la FFQ. Ce prix honorifique vise à souligner la contribution exceptionnelle d'une ou de plusieurs féministes à l'amélioration de la situation des femmes au Québec et à l'avancement du féminisme. Militante infatigable dans de nombreuses causes qui nous tiennent à cœur, Lorraine Guay est membre du comité de rédaction de *Relations*, où son expérience des luttes sociales est des plus précieuses. Toutes nos félicitations!

L'héritage d'Anita Caron

La théologienne féministe Anita Caron, décédée le 22 juillet à 88 ans, nous laisse un témoignage d'engagement intellectuel et communautaire inspirant et une contribution importante au développement de la pensée féministe au Québec. Dans ses recherches sur les femmes et la religion, elle s'est intéressée notamment aux rapports entre les hommes et les femmes et à la participation des femmes au pouvoir dans l'Église. Première femme à obtenir un doctorat de la Faculté de théologie de l'Université de Montréal, en 1968, elle participe à la fondation du Département de sciences religieuses de l'UQAM, où elle sera professeure jusqu'en 1993. Elle a été l'une des fondatrices du Groupe interdisciplinaire d'enseignement et de recherche féministes (GIERF), qui est devenu l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) et dont elle a été la première directrice. Elle a poursuivi son engagement même après la retraite, présidant le Réseau québécois des chercheuses féministes et participant aux travaux de cet organisme contre la pauvreté des femmes.



Marche de commémoration de l'assassinat de M^{gr} Romero, le 24 mars 1986 à Montréal. Photo: CDHAL

sance à des groupes dédiés spécifiquement à l'accompagnement des populations affectées, notamment le Projet Accompagnement Québec-Guatemala.

Avec le « rétablissement » de la paix en Amérique centrale entre 1987 et 1996, les mobilisations se sont tournées vers la lutte contre les conséquences de ces conflits, notamment les politiques néolibérales imposées aux pays de la région, favorisant ainsi le développement de solidarités continentales. La mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), le soulèvement zapatiste et les luttes contre les accords de libre-échange bilatéraux comptent parmi les événements ayant mobilisé la société civile québécoise. Ces accords ont entraîné une plus grande ouverture des marchés et la diminution des impôts pour les entreprises, favorisant l'émergence d'un modèle de développement dit « extractiviste », basé sur l'exploitation à grande échelle des ressources naturelles. Le gouvernement canadien a également favorisé le développement de l'industrie minière canadienne à l'étranger par la mise en place de nombreux mécanismes fiscaux et financiers, trop souvent au détriment du respect des droits humains et de l'autodétermination des peuples. De nombreuses initiatives ont

vu le jour pour étudier et dénoncer les actions des entreprises canadiennes à l'étranger, notamment la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine (QUISETAL), à laquelle le CDHAL a contribué activement.

La mémoire historique et l'expérience des luttes sociales pour la défense des droits humains en Amérique latine et au Québec permettent de renforcer les stratégies actuelles, notamment celles contre la criminalisation et la répression des mouvements sociaux. Un récent rapport de l'ONG Global Witness signalait d'ailleurs que 185 personnes engagées dans la défense de l'environnement ont été assassinées en 2015, forçant la population à agir et à exiger justice pour ces crimes qui demeurent souvent trop protégés par l'impunité. Dans ce contexte, il est nécessaire et urgent de renforcer des liens réciproques entre ces personnes et le Québec dans une lutte commune pour la justice sociale et la dignité des peuples. ☺

1. Au début des années 2000, le nom d'usage de l'organisation est devenu le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL).